

**EVOLUTION
ECONOMIQUE
ET
FINANCIERE
DES PAYS DE
LA CEMAC EN
L'AN 2005 ET
PERSPECTIVES
POUR 2006
(Mise à jour du
20 avril 2006)**

La présente note actualise les données sur l'évolution des secteurs réel, budget des Etats membres de la CEMAC en 2005, sur la base des dernières informations de la monétaire arrêtées par les services de la Banque, en concertation avec les administrations entre novembre 2005 et janvier 2006. Elle donne également quelques indications sur pour l'année 2006.

Ainsi, sur la base des estimations révisées, la situation macroéconomique de la a été caractérisée par un ralentissement plus prononcé que prévu de la croissance et une hausse du PIB réel évaluée à 3,9 %, contre 6,8 % en 2004. De ce fait, la progression du PIB réel par habitant ressort à 1,3 %, contre 4,2 % un an plus tôt.

Ce ralentissement de l'activité économique qui est intervenu dans un contexte marqué par une amélioration sensible des termes de l'échange (+28,5 %), résulte essentiellement de la baisse du rythme d'accroissement de la production dans la CEMAC (+3,2 % en 2005 contre +24,7 % en 2004) et ce, malgré la bonne tenue du secteur non pétrolier.

En revanche, les finances publiques et les comptes extérieurs pour l'ensemble des Etats membres ont davantage bénéficié de la bonne performance des prix à l'exportation en liaison avec la forte augmentation des cours mondiaux du pétrole et l'amélioration des prix internationaux de la plupart des autres matières premières exportées par la Sous-région, notamment ceux du bois et du café.

En particulier :

- le **taux d'inflation**, en moyenne annuelle, s'est établi à 2,8 % en 2005, contre 6,8 % en 2004, en raison essentiellement de l'ajustement graduel des prix des hydrocarbures en fonction de l'évolution des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux, de la baisse au Cameroun, du déficit des produits vivriers et céréaliers en République centrafricaine et au Tchad, et de la vigueur de la demande intérieure, notamment au Congo et en République centrafricaine ;
- l'**excédent budgétaire**, base engagements, hors dons, a atteint 9,2 % du PIB en 2005, contre 3,3 % en 2004, en liaison essentiellement avec une augmentation sensible des recettes pétrolières ;
- le **solde du compte extérieur courant** est passé d'un déficit de 4,6 % du PIB en 2004 à un excédent de 3,3 % en 2005, en raison principalement de la forte progression des recettes de pétrole brut.

Pour l'année 2006, les projections macroéconomiques s'annoncent globalement positives avec une croissance économique soutenue et légèrement supérieure à 2005, la maîtrise de l'inflation, la poursuite de l'assainissement des finances publiques et l'amélioration du compte extérieur courant.

-I-

**EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES ETATS
MEMBRES DE LA CEMAC POUR L'ANNEE 2005**

A. EVOLUTION DU SECTEUR REEL

En 2005, la situation macroéconomique dans la CEMAC a été caractérisée par un prononcé de la croissance, avec une hausse estimée du PIB réel de 3,9 % contre 6,8 % en 2004, du fait essentiellement de la baisse du rythme d'accr production pétrolière (+3,2 % en 2005 contre +24,7 % en 2004).

Le taux de croissance réel du secteur pétrolier est ressorti à 4,5 % en 2005 contre 2004, tandis que celui du secteur non pétrolier s'est établi à 3,8 % contre 3,7 % un an

En termes de contribution à la croissance, l'apport du secteur pétrolier s'est é en 2005 contre 3,6 points en 2004, et celui du secteur non pétrolier à 3,2 points, com tableau 3 page 7).

Par pays, ce résultat procède de la poursuite de l'expansion de l'activité éconor Equatoriale, bien qu'en recul par rapport à 2004 (+9,3 % en 2005 contre 30 % en 20 (7,7 % en 2005 contre 33,2 % en 2004), du regain de vigueur au Congo (+7,7 % en % un an plus tôt), de la consolidation de la croissance au Gabon (3 % en 2005 contre et en République Centrafricaine (+2,6 % en 2005 contre 1,8 % un an plus tôt) et de soutenue au Cameroun (+2,4 % en 2005 contre 3,6 % en 2004).

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB en termes réels dans la C

	2001	2002	2003	2004	2005 Estim.
Cameroun (1)	4,7	4,0	4,2	3,6	2,4
République	2,7	0,3	-4,6	1,8	2,6
Centrafricaine	3,8	4,6	0,7	3,6	7,7
Congo	2,5	-0,3	2,2	1,4	3,0
Gabon	67,8	20,2	13,6	30,0	9,3
Guinée Equatoriale	10,3	8,4	15,5	33,2	7,7
Tchad					
CEMAC	6,4	4,1	4,3	6,8	3,9

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002

1.- EVOLUTION DE LA DEMANDE GLOBALE

En 2005, la **demande intérieure** a constitué la principale locomotive d économique avec une participation de 7 points, tirée par le dynamisme de la consomm hausse sensible des investissements du secteur pétrolier, notamment au Congo Equatoriale. En revanche, la **demande extérieure nette** a obéré la croissance à cor points, la vigueur des exportations étant compensée par l'accroissement notable des im

Tableau 2 : Contribution de la demande globale a la croissance
(en pourcentage)

	2001	2002	2003
Produit intérieur brut	6,4	4,1	4,3
Demande intérieure, dont :	12,4	6,6	4,1
Consommation totale	4,5	6,8	1,7
Consommation publique	1,0	0,6	-0,6
Consommation privée	3,5	6,2	2,4
Investissements bruts	7,9	-0,2	2,4
Investissements publics	1,1	0,0	-0,3
Investissements privés	7,0	-0,1	2,6
Secteur pétrolier	3,3	-2,5	2,9
Secteur non pétrolier	3,7	2,4	-0,3
Variation des stocks	-0,2	-0,1	0,1

Demande extérieure nette, dont :	-6,0	-2,5	0,2
Exportations des biens et services non facteurs	1,1	1,2	1,7
Importations des biens et services non facteurs	-7,1	-3,7	-1,5

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

a. - La consommation globale

La **consommation globale** a contribué à la croissance des pays membres de à hauteur de 4,1 points, en liaison avec le dynamisme de la consommation privée de 3,5 points. Cette évolution favorable des dépenses des ménages s'explique en zone i) les recrutements dans les secteurs prioritaires notamment l'éducation, la santé, l'environnement dans tous les pays membres, sauf en République Centrafricaine ; ii) la revalorisation de certaines catégories de fonctionnaires au Cameroun et au Tchad ; iii) la régularisation du rythme de règlement des salaires des agents de l'Etat et le règlement des arriérés République Centrafricaine ainsi qu'au Congo ; et iv) la poursuite des créations d'entreprises dans les secteurs des hydrocarbures, des bâtiments et travaux publics, des agro-industries et du bois au Congo, au Gabon ainsi qu'en Guinée Equatoriale. En milieu rural, la consommation serait soutenue par l'accroissement des revenus des paysans, en rapport avec la demande de produits vivriers et maraîchers dans les grandes villes, le maintien rémunérateur des prix d'achat aux planteurs de cacao et de café, ainsi que le développement des activités diamantifères.

La participation de la *consommation publique* à la croissance a été positive à l'effet de la hausse des dépenses courantes primaires des Etats, notamment en matière de services ainsi que de transferts au profit des entreprises publiques.

b. - Les investissements bruts

Les **investissements bruts** ont contribué à la croissance des économies à hauteur de 2,9 points en 2005, contre 1,9 point en 2004, du fait essentiellement de dépenses d'équipement du secteur pétrolier, particulièrement au Congo et en Guinée Equatoriale.

En effet, l'apport des investissements privés du secteur pétrolier à la croissance de 2,6 points, du fait de la hausse des investissements d'exploration et de développement de projets pétroliers ont été relancés au cours de l'année, et les investissements ont concerné les travaux d'exploration-production du bloc Dissoni dans le bassin offshore de Rio Del Rey sur les puits Londji-1 et Coco-2 dans le bassin de Douala-Kribi/Campo et une campagne ^[1] sur le permis Ngosso dans le bassin du Rio Del Rey, au Cameroun; ii) la campagne de développement du champ Mboundi, les travaux d'exploration sur le permis de la Noumbi, de développement de projets pétroliers dont l'entrée en production devrait intervenir en 2008, ainsi que de développement d'explorations visant à accroître la production et limiter le déclin naturel des anciens champs au Congo ; et iii) la réalisation au cours de l'année 2005 de deux projets d'envergure à savoir la réalisation du champ Okoume, régulièrement reporté suite à des problèmes de gestion des réserves et la construction d'une nouvelle usine de gaz naturel liquéfié (LNG), en Guinée Equatoriale. Dans deux autres pays pétroliers, malgré le tassement des dépenses d'équipement de développement, des investissements ont été néanmoins engagés, portant sur : (i) des forages sur les permis de développement de champs pétroliers Marin, Maghena et Awoun, les travaux de développement des activités sur Toucan et la poursuite des activités de la phase 3 sur Rabi, au Gabon ; et (ii) la poursuite des travaux de recherche pétrolière à l'ouest du pays, ainsi que l'exploitation des champs de Miar Bolobo, au Tchad.

Le concours de la *formation brute de capital fixe du secteur privé non pétrolier* (0,3 point), à cause essentiellement du gel, voire de l'annulation, de plusieurs projets d'investissement dans les entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie. Néanmoins, des investissements ont concerné l'acquisition et le renouvellement des équipements de production dans les secteurs d'électricité, d'eau et des industries manufacturières, en particulier au Cameroun et au Gabon, l'accroissement des capacités de production des entreprises de travaux publics, notamment en Guinée Equatoriale et au Tchad, la réalisation de

d'implantation et d'extension d'usines de transformation de bois, surtout Centrafricaine et au Congo, ainsi que l'extension des réseaux de la téléphonie mobile dans ces pays.

Au total, l'apport des *investissements privés* à la croissance a été positif de 2,2 points de contribution marginale (0,4 point) en 2004.

Enfin, la participation des *investissements publics* à la croissance a été négative principalement du retard enregistré en 2004 dans la mise en place de programmes de coopération avec des institutions internationales, avec pour conséquence le report de l'aide budgétaire et le déblocage des financements destinés aux projets de développement par les bailleurs d'origine. Au Cameroun, en République Centrafricaine et au Tchad. Néanmoins, des ressources ont été affectées à la mise en œuvre des grands travaux en matière d'infrastructures routières, d'équipement d'établissements scolaires, de réhabilitation d'hôpitaux et de centres de soins de santé, de développement des réseaux électriques et hydrauliques, de modernisation des télécommunications, ainsi que de réaménagement de sites portuaires et aéroportuaires, dans les pays de la Communauté.

En définitive, le **taux d'investissement brut** dans la CEMAC s'est établi à 29,2 % en 2005 contre 29,2 % un an plus tôt.

c. - La demande extérieure nette

La **demande extérieure nette** a freiné la croissance à concurrence de 3,1 points de contribution négative de 3,8 points des *importations des biens et services non marchands* contre l'accroissement du rythme des commandes à l'extérieur des secteurs pétrolier, industriel et public. En revanche, les *exportations de biens et services non marchands* ont participé à la croissance à hauteur de 0,7 point, grâce à la progression sensible des ventes de pétrole brut.

2. - EVOLUTION DE L'OFFRE GLOBALE

Du **côté de l'offre**, la croissance a été principalement soutenue par le secteur des services (3,2 points), l'apport du secteur pétrolier étant de 0,7 point.

Dans le **secteur primaire**, la branche de *l'agriculture, de l'élevage, de la chasse et de la pêche* a fourni 0,9 point à la croissance, sous l'effet principalement du redressement des cultures maraîchères, lié à l'accroissement des superficies cultivées au Cameroun et à des conditions climatiques favorables, à la reprise des travaux champêtres grâce au retour sur site des populations déplacées ainsi qu'au délaissement des cultures de rente par les caféiculteurs et les producteurs de cacao au Cameroun, en République Centrafricaine et au Tchad. Par ailleurs, cette branche bénéficie de l'appui des bailleurs de fonds dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire. L'objectif est de contribuer à l'amélioration nutritionnelle des populations ainsi que de promouvoir la transformation et de conservation des produits agricoles et d'élevage. En définitive, la production vivrière augmenterait de 18,2 %, passant de 9 486,1 milliers de tonnes en 2004-2005 à 11 200,1 milliers de tonnes au cours de la période 2005-2006.

Au niveau des cultures de rente, les récoltes de cacao, de café, de coton et de caoutchouc naturel ont enregistré une hausse attribuable à la reprise des cours internationaux, à une bonne pluviométrie, à la revalorisation des prix d'achat aux producteurs, à des opérations de régénération et d'extension des plantations. Ainsi, la collecte de cacao, de café, de coton graine et de caoutchouc naturel ont augmenté respectivement de 6,5 %, 2,3 %, 15 %, et 15 %, pour se fixer à 193 400, 70 800, 511 500 et 61 000 tonnes. En revanche, la production de caoutchouc synthétique a fléchi de 279 500 tonnes en 2004 à 270 800 tonnes un an plus tard.

Tableau 3 : Contribution des secteurs a la croissance du PIB
(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004
Secteur primaire	1,3	0,5	1,8	
Agriculture, Elevage, Chasse et Pêche	0,7	0,7	0,8	
Sylviculture	-0,1	-0,8	-0,1	
Industries extractives ^[2]	0,8	0,6	1,1	
Secteur secondaire	2,8	5,1	0,5	
Industries manufacturières	0,9	5,8	0,3	
Bâtiments et Travaux Publics	1,1	-0,8	0,1	
Autres	0,8	0,1	0,1	
Secteur tertiaire	2,6	1,7	1,8	
Services marchands	2,1	1,7	1,4	
Services non marchands	0,5	0,0	0,4	
PIB au coût des facteurs	6,7	7,2	4,1	
Droits et taxes à l'importation	-0,3	-3,1	0,2	
PIB aux prix constants du marché de 1992	6,4	4,1	4,3	
Secteur pétrolier ^[3]	1,3	0,6	1,1	
Secteur non pétrolier	5,1	3,5	3,2	

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

La participation de la *sylviculture* a été négative (-0,2 point), du fait de la cessation de certaines entreprises confrontées à des difficultés de trésorerie et de déclassement de la production, qui retarde l'acheminement des produits, notamment en République Congo. Néanmoins, au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoriale, la production de bois a progressé, en liaison avec la progression des activités de transformation. Au total, la production de grumes et de bois débités a augmenté de 2,1 %, pour se fixer à 6 889 900 m³ en 2005.

S'agissant des rondins d'eucalyptus au Congo, les activités de la nouvelle société Fibre du Congo (EFC) au cours de l'année 2005, ont été uniquement consacrées : i) à la mise en place de zones de stockage et du massif forestier ; ii) à la réhabilitation du matériel d'exploitation d'eucalyptus du Congo (ECO) ; iii) au contrôle des coûts (pour la viabilité du projet) ; iv) à la sensibilisation des populations sur les enjeux économiques et écologiques de la reprise d'EFC ; et v) à l'exportation de 4 500 tonnes de rondins et 5000 m³ de poteaux. La liquidation des stocks de la société ECO.

Les *industries extractives* ont contribué faiblement à la croissance (0,5 point en points en 2004) du fait essentiellement de la baisse du rythme de croissance de la production pétrolière (+3,2 % en 2005 contre 24,7 % en 2004) et de la production du méthane (de +48,5 % en 2004).

Cette évolution d'ensemble recouvre des disparités au niveau des Etats. La production pétrolière a augmenté de 14,2 %, traduisant les performances croissantes de la production pétrolière au Tchad, l'accélération de la production des nouveaux champs de Mboudi, l'accélération de la production des nouveaux champs de Nkossa sud et de Litimontée en puissance de la production des champs de Kombi, Likalala et Tchibéli au Congo. La production pétrolière a progressé légèrement : i) au Tchad (4,7 %), du fait de la chute de la production de brut de Doba, se limitant en moyenne à environ 175 000 barils/jour, après avoir été escomptés auparavant, après la découverte d'une forte proportion d'eau dans la production de brut de Doba ; et ii) en Guinée Equatoriale (2,8 %) du fait des problèmes techniques survenus sur le champ de Zafiro et ce, malgré la mise en exploitation de nouveaux champs, notamment celui de Nya mis en service à la fin du premier trimestre 2005, a permis de contenir cette baisse ; et iii) en République Congo (2,8 %) du fait de la mise en exploitation de nouveaux champs, ainsi que de l'augmentation de la production des gisements de pétrole au large de la côte congolaise.

Jade et Ceiba. La stagnation de la production pétrolière au Gabon est, quant retard observé dans l'exécution des travaux du projet Rabi phase 3, malgré le dév champs Toucan, Niungo, Ompoyi, Orindi, Etame et Tsiengui. En revanche, la production a reculé au Cameroun de 8,9 % à cause de la déplétion naturelle des gisements notamment ceux du Rio Del Rey. En définitive, la Guinée Equatoriale reste le premier de pétrole brut de la Sous-région en 2005 avec une production de 18,1 millions de tc Gabon (13,5 millions), le Congo (12,7 millions), le Tchad (8,9 millions) et le Camerou Au total, la production pétrolière de la CEMAC est passée de 55,6 millions de tonnes millions de tonnes en 2005. Enfin, la production de méthanol en Guinée Equatoria 1 142 800 tonnes en 2004 à 1 490 000 tonnes en 2005, grâce à la mise en œuvre du programme de renforcement l'usine de Punta Europa.

Le concours des *industries minières* a été positif, traduisant la relance diamantifères en République Centrafricaine, avec la signature d'une convention avec africaine De Beers, qui a bénéficié de quatre permis de recherche et d'exploitation, d'une large ouverture du secteur à tous les opérateurs centrafricains, la réo coopératives au sein de l'Union Nationale des Coopératives Minières Centrafricaines, promulgation du nouveau code minier, ainsi que le passage de l'artisanat à la petite n total, la production de diamants bruts a progressé de 8,2 %, passant de 354 200 carat 300 carats en 2005. De même, la production de manganèse a augmenté de 12 % (2 en 2005 contre 2 500 000 tonnes un an plus tôt).

Dans le **secteur secondaire**, les *industries manufacturières* ont soutenu hauteur de 0,2 point, grâce à la fermeté de la demande intérieure, à la normalisation approvisionnement en énergie électrique, au renforcement de la trésorerie des entrep remboursement des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon, à l'extensio de production des unités industrielles notamment dans la filière bois et à la vigueur de les branches de l'alimentaire (chocolaterie, minoterie, sucrerie, huilerie), des brasserie de cigarette, de la chimie, du raffinage des produits pétroliers, de la cimenterie et d notamment au Cameroun, au Congo et au Gabon. Toutefois, le secteur manufacturier a confronté à l'attentisme des opérateurs économiques face aux différentes échéances él faiblesse du pouvoir d'achat des ménages en République Centrafricaine.

L'apport des *bâtiments et travaux publics (BTP)* à la croissance a été faible (0 de la limitation des grands travaux de l'Etat causée par la réduction des financem notamment en République Centrafricaine et au Tchad. Le secteur des BTP a néanmoins poursuite des travaux de construction et de réhabilitation des édifices publics, des z infrastructures routières, notamment au Cameroun, au Gabon et en Guinée Equatoria rééquipement des unités industrielles et du dynamisme de la construction de logements

Dans le **secteur tertiaire**, les *activités commerciales, touristiques, des transpo. services* ont participé positivement à la croissance à concurrence de 1,6 point, en hausse des revenus des ménages, la poursuite des travaux de réhabilitation des routières, la restructuration des activités maritime, portuaire, aérienne et ferroviaire, le des activités liées aux nouvelles technologies de l'information et de la communication Internet) et l'expansion de la téléphonie cellulaire.

3.- PERFORMANCES EN MATIÈRE D'INFLATION

Au terme de l'année 2005, l'évolution du niveau général des prix dans caractérisée par un relèvement des tensions inflationnistes. En effet, sur la base r fournies par les Administrations nationales chargées du suivi de l'évolution des prix à l. des ménages, d'une part, et des estimations réalisées par les Services de la Banque, taux d'inflation de la CEMAC, mesuré par la variation de la **moyenne annuelle** [4] de à la consommation des ménages, s'est situé à **2,8 %** au 31 décembre 2005, conti décembre 2004. En **glissement annuel**, le taux d'inflation de la Sous-région est égale hausse, s'établissant à **2,5 %** à fin décembre 2005, contre 1,3 % à fin décembre 2004.

Ce relèvement des pressions sur les prix qui est observé dans tous les Etats, Gabon, résulte principalement de (i) l'ajustement graduel des prix des hydrocarbures l'évolution des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux au Cameroun, (ii) l'offre de produits vivriers et céréaliers, respectivement en République Centrafricaine (iii) la vigueur de la demande intérieure, au Congo et en Guinée Equatoriale. Au Gabo mise en application effective de la trêve sociale est le principal facteur à l'origine de pressions sur les prix.

Tableau 4 : Taux d'inflation dans la CEMAC

	2001	2002	2003	2004	2005
Cameroun	4,5	2,8	0,6	0,4	
République Centrafricaine	3,8	2,3	4,2	-2,1	
Congo	0,4	3,8	-1,3	1,4	
Gabon	2,1	0,2	2,3	0,5	
Guinée Equatoriale	8,8	7,6	7,3	4,2	
Tchad	12,4	5,2	-1,8	-5,4	
CEMAC	4,5	2,8	0,6	0,4	

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC.

<![endif]> <![endif]>

B. EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES EN 2005

Au niveau des **finances publiques**, l'excédent budgétaire, base engagements l'ensemble des pays de la CEMAC, s'est consolidé, s'établissant à 9,2 % du PIB en 2005, contre 3,2 % un an plus tôt, en liaison principalement avec un accroissement des recettes pétrolières. L'on note que deux pays présentent un déficit budgétaire : la République Centrafricaine et le Tchad.

Dans l'ensemble, les grandes tendances des finances publiques en 2005 sont les suivantes :

- une hausse de 43,8 % des *recettes budgétaires*, qui ont représenté 25,3 % du PIB en 2005 contre 21,3 % en 2004, sous l'effet principalement d'une progression de 30,6 % des recettes pétrolières, qui ont atteint 3 838,6 milliards en 2005, compte tenu de la hausse des cours du pétrole et de la production pétrolière au Congo, en Guinée Equatoriale et au Tchad. En outre, les recettes non pétrolières ont progressé de 13,6 % à 2 224,7 milliards en 2005, grâce à l'expansion économique, à l'élargissement de la base fiscale et au meilleur recouvrement des impôts et taxes par les régions financières ;
- une augmentation de 7,9 % des *dépenses budgétaires*, qui se sont situées à 18,1 % du PIB en 2005, contre 18,1 % un an plus tôt. Cette évolution résulte essentiellement d'un accroissement de 9,2 % des dépenses courantes, qui ont atteint 2 686,3 milliards en 2005, imputable d'une part, à une forte augmentation (35,1 %) des dépenses de subventions qui se sont fixées à 635,7 milliards en 2005, reflétant le renforcement des aides des Etats au profit des entreprises publiques dans les pays, et d'autre part, à une hausse sensible de 25,6 % des acquisitions de biens et services qui ont atteint 739,9 milliards en 2005, à la faveur des élections générales en République Centrafricaine et au Gabon. En revanche, les traitements et salaires ont légèrement augmenté de 1,2 % de 923 milliards en 2004 à 911,5 milliards un an plus tard, tandis que les remboursements de la dette publique payés en 2005 ont fléchi de 16,3 % pour s'établir à 359,7 milliards. Pour leur part, les dépenses en capital se sont accrues de 5,2 %, en raison de la poursuite des efforts des gouvernements à engager des ressources nécessaires à la mise en œuvre de projets d'investissement et à mobiliser des ressources extérieures destinées à financer les projets des infrastructures et de lutte contre la pauvreté, notamment au Congo Equatoriale ;
- une amélioration de *l'excédent du solde primaire* qui s'est situé à 11,8 % du PIB en 2005, contre 7,2 % en 2004 ;
- et, en définitive, *un besoin de financement global des Etats*, estimé à 704 milliards en 2005, après la prise en compte du paiement des arriérés extérieurs de 41,6 milliards en 2004, de l'amortissement de la dette extérieure de 894,3 milliards en 2005, des paiements extérieurs (en rapport avec le secteur pétrolier au Tchad) de 1 120,5 milliards et du désengagement vis-à-vis du système bancaire de 1 681,7 milliards. Ce gap a été couvert par des dons de 139,7 milliards, des tirages extérieurs de 8,9 milliards au titre des prêts-programmes et de 100,6 milliards au titre des prêts-projets, et un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 100,6 milliards.

Tableau 5 : Evolution du solde budgétaire, base engagements (hors d
(en pourcentage du PIB)

	2001	2002	2003	2004
Cameroun ⁽¹⁾	1,0	3,3	3,4	2,1
République Centrafricaine	-4,3	-5,1	-4,6	-5,5
Congo	-1,0	-8,3	-0,1	4,4
Gabon	4,0	2,1	7,4	7,6
Guinée Equatoriale	15,5	12,9	13,0	11,8
Tchad	-10,1	-12,7	-12,4	-8,0
CEMAC	1,4	0,7	2,9	3,2

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002.

C. BALANCES DES PAIEMENTS ET DETTE EXTERIEURE

Pour l'année 2005, le solde *des transactions courantes (dons compris)* de devenue excédentaire, s'établissant à +777,8 milliards, soit +3,3 % du PIB, contre -97 2004 (-4,6 % du PIB).

Cette évolution procède notamment d'une progression de 63,7 % de l'excédent s'est situé à 8 060,3 milliards, en liaison avec une amélioration des termes de l'échange (contre +10,6 % en 2004), induite par une appréciation des prix à l'exportation de accroissement des quantités exportées. De fait, la hausse des cours mondiaux du pétrole en dollars le baril en moyenne en 2005 contre 37,8 dollars en 2004, soit 44,4 %) et des exportés (3,3 %) a largement compensé la hausse des prix à l'importation (6 %) dans stabilisation du cours du dollar américain autour de 528 FCFA.

Tableau 6 : Solde des transactions courantes (transferts officiels
(en pourcentage du PIB)

	2001	2002	2003	2004
Cameroun (1)	-6,6	-6,5	-7,0	-7,3
République Centrafricaine	-1,7	-1,6	-2,1	-1,6
Congo	-2,0	10,9	14,7	11,0
Gabon	10,6	5,3	6,6	6,4
Guinée Equatoriale	-49,0	-13,5	-41,9	-24,2
Tchad	-33,9	-100,9	-47,2	-8,8
CEMAC	-7,6	-10,1	-8,5	-4,6

Sources : Administrations nationales, FMI et BEAC

(1) Données en exercice budgétaire jusqu'en 2002.

Les *exportations* se sont établies à 12 543,3 milliards en 2005, en augmentation par rapport à 2004, en relation notamment avec la progression des ventes de pétrole de coton fibre, de café, d'aluminium, de banane, de caoutchouc naturel, de diamant, de manganèse et de méthanol, consécutive à la hausse des quantités exportées et à la hausse des prix sur les marchés mondiaux. En revanche, les ventes des bois tropicaux, ont connu une baisse des quantités expédiées.

Les *importations* ont enregistré une hausse de 18 %, pour atteindre 4 483 milliards, du renchérissement des produits pétroliers, des acquisitions de biens d'équipement dans la réalisation des investissements tant dans le secteur pétrolier que non pétrolier (notamment les secteurs agricole, forestier et commercial).

La progression du solde négatif de la *balance des services* (11 %), qui a atteint 1 100 milliards en 2005, est imputable au regain d'activité dans les branches de l'exploitation minière, des transports et des télécommunications ainsi qu'aux investissements du secteur pétrolier.

domaines de la recherche et de développement, notamment au Congo.

Le déficit de la *balance des revenus* s'est alourdi de 32,6 %, se situant à 4 439,8 milliards en 2005, compte tenu principalement de la hausse des revenus des privés. Quant au solde excédentaire *des transferts sans contrepartie*, il a régressé de 3 de 142,6 milliards en 2004 à 87,2 milliards un an plus tard, traduisant la baisse des appui aux budgets d'investissements notamment au Cameroun et au Tchad.

Le solde du *compte de capital et d'opérations financières* est revenu d'un excédent de 150,2 milliards en 2004, à un déficit de 150,2 milliards en 2005, à cause de la diminution des investissements directs et d'une sortie plus importante des autres investissements.

Au total, l'*excédent de la balance des paiements consolidée* a fortement diminué s'établissant à 989,3 milliards en 2005 contre 61,6 milliards un an plus tôt. Cette diminution est due à la reconstitution des réserves officielles de 1 396,2 milliards et d'une diminution des arriérés de 41,6 milliards, le besoin de financement extérieur a atteint 448,9 milliards. Il a été couvert par un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de 448,9 milliards.

S'agissant de l'**endettement extérieur**, l'amélioration de la situation des finances s'est traduite par une baisse du ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires de 28,2 % en 2004 à 20,2 % en 2005. De même, le ratio du service de la dette sur les biens et services non facteurs et celui de l'encours de la dette sur le PIB se sont améliorés respectivement à 9,3 % et 42,3 % en 2005, contre 12,7 % et 54 % un an plus tôt.

Tableau 7 : Ratios de la dette extérieure de la CEMAC
(en pourcentage)

	2001	2002	2003	2004
Encours de la dette /PIB	79,6	72,2	67,1	54,0
Service de la dette /recettes budgétaires	42,0	36,9	30,5	28,2
Service de la dette/Exportations de biens et services non facteurs	21,9	18,7	15,1	12,7

Source : Administrations nationales, FMI et BEAC

- II -

PERSPECTIVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES DES ETATS MEMBRES POUR L'ANNEE 2006

Selon les projections disponibles, les perspectives macroéconomiques pour l'année 2006 de la CEMAC s'annoncent globalement favorables, avec une hausse attendue du PIB réel de 4,3 % contre 3,9 % en 2005. Dans ces conditions, le revenu réel par habitant s'apprécierait de 4,3 %.

Les principales hypothèses à la base de ces projections ont trait au niveau de l'économie internationale [6] à : (i) une croissance mondiale soutenue ; (ii) la poursuite de politiques monétaire et budgétaire dans les principaux pays industrialisés ; (iii) une bonne tenue du cours du pétrole brut ; (iv) un recul des prix de la plupart des autres matières premières ; (v) un renforcement du cours du dollar américain. Dans l'ensemble, les prix du pétrole brut progresseraient de 10,3 %, le taux de change du dollar américain se situerait autour de 1,25 CFA, tandis que les cours des produits de base hors pétrole régresseraient de 2,3 %.

Au plan sous-régional, ces projections procèderaient d'une progression de 3,3 % de la production pétrolière (59,3 millions de tonnes en 2006 contre 57,4 millions en 2005), d'une bonne tenue du secteur non pétrolier, de la poursuite des réformes macroéconomiques et de la coopération avec les Etats avec le soutien de la Communauté financière internationale.

Du côté de la **demande**, le principal moteur de la croissance économique de la CEMAC serait la *demande intérieure*, tirée principalement par le dynamisme de la consommation privée. Les investissements bruts soutiendraient également la croissance du fait du dynamisme des dépenses d'équipement des Etats, tirées notamment par l'utilisation des ressources d'allègement de la dette dans les secteurs prioritaires, après l'atteinte de l'objectif d'achèvement de l'initiative PPTTE au Cameroun. En revanche, la *demande extérieure* ralentirait la croissance, sous l'effet d'un ralentissement du rythme de progression des recettes de l'exportation conjuguée à une augmentation des importations.

Du côté de **l'offre**, l'expansion rapide des activités du *secteur tertiaire* serait la principale source de la croissance économique en 2006, avec principalement l'essor continu de la téléphonie mobile, le dynamisme des principales villes de la Sous-région, la bonne tenue du transport aérien, la densification du réseau routier, l'intensification des activités portuaires et le dynamisme du commerce. Par ailleurs, le secteur pétrolier continuerait d'exercer un impact significatif sur la croissance en 2006, grâce au raffermissement continu de la production au Congo et en Guinée Equatoriale. La production pétrolière enregistrerait une hausse de 3,3 % en 2006 contre 3,2 % en 2005.

Sur le front des **prix**, les tensions inflationnistes devraient dans l'ensemble se situer autour de **1,5 %** au 31 décembre 2006, contre 2,8 % au 31 décembre 2005. Elles procèderaient principalement de l'abondance de l'offre de produits vivriers, céréaliers et autres produits agricoles, en relation avec les bonnes récoltes réalisées au cours de la campagne agricole 2005-2006, ce qui serait néanmoins contrebalancé, dans une moindre mesure, par *i)* le maintien des cours élevés sur les marchés internationaux, avec pour conséquence le renchérissement des produits pétroliers à la pompe, notamment au Cameroun et en République Centrafricaine ; *ii)* le dynamisme des secteurs à haute intensité de main d'œuvre comme l'agriculture, la construction et travaux publics, notamment au Congo et en Guinée Equatoriale, et *iii)* la consommation privée et le renchérissement des produits de consommation courante.

Au niveau des **finances publiques**, l'*excédent budgétaire*, basé sur l'engagement de dépenses budgétaires, se fléchirait légèrement, traduisant une progression des dépenses budgétaires, contre une augmentation moins forte des recettes publiques. De fait, l'augmentation des dépenses budgétaires est essentiellement imputable à une hausse sensible des dépenses en capital, en rapport avec l'amélioration escomptée de la capacité d'absorption des ressources PPTTE affectées à la santé, l'éducation, les infrastructures de base etc...), au Cameroun. De même, les dépenses s'accroîtraient, en liaison essentiellement avec une augmentation des dépenses de biens d'équipement. L'évolution du niveau des recettes budgétaires, quant à elle, tiendrait notamment à la hausse de la part moindre des recettes pétrolières, partiellement compensée par une augmentation des recettes fiscales pétrolières, induite par la poursuite des mesures visant à élargir l'assiette fiscale et à améliorer l'efficacité du recouvrement des différentes régions financières.

Enfin, **l'excédent du compte extérieur courant** se consoliderait grâce au raffermissement de l'excédent commercial, en relation essentiellement avec la hausse des recettes de pétrole brut qui compenserait largement la progression des importations. Cette évolution

extérieurs procéderait du maintien à un niveau favorable des termes de l'échange à part, à l'augmentation des prix à l'exportation, induite notamment par la hausse des coûts d'autre part, à la réduction des prix à l'importation.

En conclusion, la situation macroéconomique des pays membres de la CEM 2005, bien que globalement favorable, est ressortie contrastée. Elle a été caractérisée par un ralentissement de la croissance économique en relation avec la faible progression du prix du pétrole, un relèvement des tensions inflationnistes et, une consolidation des finances publiques et qu'un redressement des comptes extérieurs qui ont davantage bénéficié de l'évolution des termes de l'échange. En 2006, cette tendance devrait globalement s'améliorer avec un raffermissement de la croissance et un allègement des tensions inflationnistes dans la poursuite de la consolidation des comptes publics et extérieurs.

A moyen terme, le renforcement des performances macroéconomiques dans la région sera favorisé par la diversification et la consolidation des bases de production et d'exportation, combinées à la poursuite d'une réduction de la vulnérabilité économique de la Sous-région et du maintien d'un rythme de croissance élevés et soutenus afin de lutter contre la pauvreté.-